



Communiqué de presse

A Pantin, le 30/06/2025

VIVANT AVEC LE VIH ET MENACE D'EXPULSION : SA VIE EST EN DANGER !

Une quinzaine d'associations dont Act Up Sud-Ouest, AIDES, la Case de Santé et La Cimade alertent les pouvoirs publics sur la **situation dramatique d'un jeune Congolais vivant avec le VIH et actuellement en rétention administrative à Toulouse dans le but de l'expulser vers la République Démocratique du Congo.**

Son expulsion pourrait représenter, pour lui, une condamnation à mort. Le traitement dont il bénéficie en France, qui a permis de stabiliser son état de santé, risque de lui être inaccessible en République Démocratique du Congo.

Son expulsion serait d'autant plus alarmante que la République Démocratique du Congo souffre actuellement de l'arrêt du programme américain PEPFAR, qui a entraîné la suspension de 54 % des financements destinés aux traitements contre le VIH.

Dans ce contexte, elle constituerait une atteinte à ses droits fondamentaux et à son droit à la santé, que nous ne pouvons accepter.

Les associations réclament au ministre de l'Intérieur la remise en liberté immédiate et l'abrogation de la mesure d'expulsion qui vise ce jeune homme, afin de garantir la continuité de son traitement en France, dans le respect des principes d'humanité, de dignité et de santé publique.

Cette requête s'inscrit dans un contexte international de diminution des financements alloués à la lutte contre le VIH, fragilisant les efforts menés depuis vingt ans. Elle survient dans un contexte national d'accentuation et de répétition des attaques depuis plusieurs années sur le droit au séjour pour raisons médicales, obtenu après de longues luttes associatives dans les années 90.

Les associations exigent des autorités de prendre en compte la dégradation du contexte international dans l'examen des demandes de titres de séjour. Nous réclamons aussi l'arrêt de l'enfermement des personnes étrangères malades.